

Initiatives ministérielles

un vif débat sur un projet de loi qui, à mon avis, comble les désirs de l'élite.

M. Nelson Riis (Kamloops, NPD): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je prends ici la parole à l'appui des motions proposées par le député de Gander—Grand Falls. Il m'a toujours impressionné. Il est une des rares personnes qui disent toujours ce qu'elles pensent. Il fait ses devoirs. Il analyse bien les projets de loi avant de se prononcer pour ou contre. Il y a des députés qui se conduisent rarement comme cela, il me semble.

De quoi retourne ce projet de loi? De quoi retournent ces motions? Je dois retourner à Kamloops en fin de semaine. Chaque fois que j'y retourne et que je vais prendre un café, rue principale, les gens me demandent ce qui se passe à Ottawa, ce que fait le gouvernement, de quel projet de loi la Chambre est saisie, de quoi s'occupe le gouvernement, quelles sont les priorités du Parlement, et ainsi de suite. Il est notamment de mon devoir de leur donner une idée aussi exacte que possible des priorités du gouvernement. Ce que je leur dirai sur les nombreux défis que doit relever notre magnifique pays les laissera perplexes.

• (1300)

En cette veille ou presque d'un référendum important sur l'avenir de notre pays, de terribles problèmes économiques, sociaux, culturels et environnementaux se posent aux Canadiens de tout le pays. Je devrai dire à mes électeurs que la priorité du gouvernement, à l'heure actuelle, est de présenter un projet de loi qui n'avantage que les familles très riches dans leur déclaration de revenus.

L'autre jour, les journaux de tout le Canada ont publié le rapport d'une importante étude révélant que 75 p. 100 des Canadiens préfèrent régler leurs opérations commerciales en argent comptant pour ne pas avoir à payer d'impôt ni de taxe de vente ou autre. Autrement dit, 75 p. 100 des Canadiens participent sciemment et ouvertement à l'économie parallèle. Pourquoi? Parce qu'ils sont des fraudeurs de l'impôt et qu'ils se livrent à des activités illégales et immorales? Non. Ils le font parce qu'ils n'ont plus confiance dans le régime fiscal de notre pays. Ils voient que toutes sortes de gens ne paient pas leur juste part.

Il y a de petits investisseurs et de petits entrepreneurs qui tirent le diable par la queue en travaillant de 60 à 70 heures par semaine, pendant que les allègements fiscaux de toutes sortes vont aux grandes sociétés. Ils survivent à peine pendant que les allègements fiscaux sont accordés à certaines entreprises et à certains Canadiens, mais pas aux petites entreprises ni aux Canadiens ordinaires.

Or, que prévoit cette disposition fiscale? Je mets au défi quiconque de soutenir ici, après que j'en aurai terminé, qu'elle ne vise pas à favoriser les familles les plus riches de notre pays.

J'aimerais que mon collègue, le député de Broadview—Greenwood, vote différemment, mais, au moins, il défend ce à quoi il croit. On ne saurait en dire autant de la plupart des députés qui participent à ce débat. Pourquoi demande-t-on maintenant aux contribuables canadiens de subventionner les familles qui veulent faire instruire leurs garçons, leurs filles et leurs proches aux États-Unis? C'est cela qui est prévu. C'est ce que dit le

député de Gander—Grand Falls. C'est ce que prévoit la disposition.

Ceux qui envoient leurs fils, leurs filles et d'autres membres de leur famille étudier dans des universités américaines n'auront même plus à se préoccuper des restrictions visant ces établissements. Des crédits d'impôt sont en effet offerts pour tout don fait à n'importe quel établissement collégial ou universitaire américain.

Pourquoi les contribuables canadiens qui se débattent tant bien que mal et les propriétaires de petites entreprises de notre pays devraient-ils subventionner les universités et collèges américains? Pourquoi des hommes et des femmes qui travaillent d'arrache-pied devraient-ils subventionner les universités et collèges américains? Même la réputation de ces établissements n'a aucune importance, en l'occurrence. Il pourrait s'agir de collèges qui décernent des doctorats ou des diplômes de maîtrise pour quelques dollars seulement. Tout collège ou université des États-Unis peut recevoir des dons de Canadiens qui bénéficieront d'un crédit d'impôt à cet égard.

Mes amis du Parti réformiste auraient-ils l'obligeance de m'expliquer comment ils peuvent appuyer une disposition aussi inéquitable? Cela va être onéreux pour nous. Cela va dorénavant coûter aux contribuables canadiens des centaines de millions de dollars par année. Si notre pays nageait en pleine prospérité et que nous avions beaucoup d'argent en trop, nous pourrions envisager l'adoption d'une telle mesure. Mais j'aimerais que mes amis du Parti réformiste, qui nous rappellent régulièrement leurs inquiétudes au sujet du déficit et de la dette de notre pays, m'expliquent pourquoi ils appuient un projet de loi qui va coûter au Trésor public des centaines de millions de dollars chaque année.

J'ai écouté attentivement le débat. Je n'ai pu le suivre lorsque le projet de loi a été renvoyé au Sénat parce que tout s'est déroulé si rapidement. Franchement, les choses vont à un train d'enfer à la Chambre. C'est une réforme fiscale pour les riches, pour l'élite du pays. Est-ce cela notre priorité? Oui. S'agit-il d'une réforme fiscale globale? Non. Tous les Canadiens, hommes, femmes et enfants, souhaitent-ils une réforme fiscale globale? Oui. Que faisons-nous? Que fait le gouvernement? Il présente une réforme fiscale par l'entremise du Sénat qui aura pour effet d'harmoniser certaines structures fiscales des sociétés avec les États-Unis et il se propose d'adopter des dispositions qui sont tout simplement stupéfiantes.

Je voudrais bien que nos amis d'en face nous disent, avant la fin du débat, pourquoi nous devons subventionner les collèges américains. Pourquoi les contribuables canadiens subventionnent-ils les universités américaines? Pourquoi considérons-nous comme une priorité, à l'heure actuelle, d'accorder des allègements fiscaux s'élevant à des centaines de millions de dollars aux plus riches familles du Canada?

• (1305)

Mon collègue de la circonscription de Broadview—Greenwood, que je respecte beaucoup, veut savoir si c'est vraiment une priorité en ce moment que d'adopter une loi qui profitera à des gens qui ont des investissements de plus de 600 000 \$ aux États-Unis. Je suppose que ces gens-là sont à plaindre. Si vous avez des investissements de plus de 600 000 \$, les impôts pourraient être plus avantageux pour vous, mais combien de Canadiens ont pareils investissements aux États-Unis? Beaucoup de gens ont peut-être une maison de campagne ou un appartement